

## Introduction

SI CHACUN comprend assez facilement le sens du terme « politique », l'idée même de philosophie politique ne va pas de soi. La politique renvoie à la *polis* c'est-à-dire à la communauté que forment les citoyens. Certes, on pourra distinguer *la* politique et *le* politique de façon subtile mais pour aller à l'essentiel, il faut constater que l'existence en commun suscite un certain nombre de tensions, de difficultés, de rapports de force qu'il faut réguler et canaliser. Pour que les hommes puissent vivre ensemble, il faut élaborer des stratégies et installer un pouvoir commun qui fédère les volontés ou qui se fasse craindre. La famille a longtemps été un modèle de compréhension de la vie politique et la religion cimentait la société. La réflexion sur la politique survient sans doute lorsque la vie collective est en crise, lorsque le doute s'installe. Mais cette réflexion n'est pas d'emblée philosophique. Hannah Arendt refuse l'idée même de philosophie politique. La philosophie serait la recherche d'une sagesse sous forme d'éternité, une contemplation de

l'ordre du monde ; la politique, au contraire, se déroulerait dans l'histoire et n'aurait rien de philosophique. Elle serait un mal nécessaire pour un homme incapable d'atteindre une quiétude définitive.

En partant de ce paradoxe, le lecteur comprendra que le point de départ obligé d'*une petite histoire de la philosophie politique* ne peut que se situer dans le monde grec. La philosophie y trouve son lieu de naissance même si bien entendu d'autres formes de pensées ont existé dans d'autres cultures. Pourtant, en tant que volonté de saisir le réel en se dégageant lentement de la religiosité, la philosophie garde la marque de la Grèce antique. En tant que quête de la vérité et en tant que sagesse, elle croise la force de la parole à travers le phénomène de la rhétorique et de la sophistique. Que vaut le beau parleur face à l'homme de savoir ? Souvent plus car il parvient à convaincre sans trop de difficultés la foule et les naïfs. La pensée de Platon sera ainsi pour nous le modèle même de la philosophie qui rencontre le problème politique en tentant de le résoudre par la référence à un fondement indiscutable. Le philosophe doit devenir roi ou le roi se faire philosophe. La politique devient affaire de savants. Chacun conviendra que les plus instruits ne sont pas nécessairement des meneurs d'hommes. Et Aristote, disciple critique de son maître Platon, contestera la théorie des Idées et du philosophe-roi. Notre première partie tentera de saisir l'enjeu de cette opposition entre une politique de l'absolu et une politique de la prudence. Mais elle serait incomplète sans une référence à un courant de pensée qui insiste sur l'universalité et sur le cosmopolitisme : le stoïcisme, pensée cardinale qui sera la pensée officielle de l'Empire romain.

La philosophie politique, si elle traite la question du bien commun et du pouvoir, n'est pas en soi autonome : une histoire de la pensée politique ne peut ignorer l'histoire elle-même. Les monothéismes ont été un bouleversement religieux sans précédent. Le cadre de cette collection est volontairement restreint, pour décrire le fonctionnement théologique du pouvoir nous avons donc privilégié deux pensées : celle de saint Augustin, celle de saint Thomas d'Aquin et à travers elles le christianisme. Il sera toujours possible de nous le reprocher mais choisir c'est toujours exclure. Ces pensées systématiques ont le grand mérite de servir de référence à l'Occident chrétien. Elles permettent de comprendre aussi les contrepoints critiques qui verront le jour dans l'islam qui se développera en Espagne ainsi que la lente sécularisation qui prendra forme dans certaines cités italiennes. On voit que passé et présent se télescopent : faut-il gouverner au nom d'un Dieu ? Telle est la question que nous pose toute cette époque, question que nous retrouvons sous une autre forme aujourd'hui. Ce modèle théologique est aussi celui de la monarchie. Les recherches des historiens sont sur ce point infinies et d'une qualité incomparable. Ceux-ci nous pardonneront de ne pas tous les citer.

Peut-on gouverner au nom de Dieu ? Mais peut-on aussi gouverner sans Dieu ? Double question qui se pose au seuil de la Renaissance dans ce que l'on nomme l'Italie communale. Fières d'elles-mêmes, les cités italiennes inventent une forme de civisme et de citoyenneté : le pouvoir, s'il se fonde encore sur une référence à la religiosité, n'est plus pour autant tenu complètement par l'Église. Une quête des fondements se fait jour et donne ainsi naissance à une réflexion sur l'État

moderne. Machiavel et Botero préciseront la notion de raison d'État et le courant du droit naturel s'interrogera sur les fondements de ce même État. De Hobbes à Rousseau en passant par Locke se dessine une révolution sans précédent qui va générer deux nouveautés dans la vision du monde de l'homme occidental : l'importance du droit individuel et la lente émergence de la souveraineté du peuple. Notre troisième partie examinera donc ce statut particulier de la politique qui se trouve prise entre la stratégie et le droit. Ce moment, c'est aussi la naissance d'un espoir extraordinaire : les hommes pourraient vivre dans un monde conforme au droit et à la justice.

Pourtant ne serait-ce pas un vœu pieux ? Une supercherie ? Ne faudrait-il pas tout le poids de l'histoire pour réaliser ces espérances ? Ce sera le rôle des philosophies de l'histoire que de répondre à ces questions. L'idéalisme allemand, courant de pensée sans égal et sans précédent, réfléchira sur le sens de l'histoire humaine. Kant d'abord, en établissant une typologie des pensées historicistes. Pour lui, prétendre connaître la fin de l'histoire de façon certaine demeure indémontrable. Mais rien n'empêche de poser à titre d'idéal une paix perpétuelle entre les nations. Avec la production d'un système original, Fichte poursuivra le kantisme en le modifiant sensiblement : la perspective d'un État commercial fermé devant permettre l'existence d'un monde plus juste et sans pauvreté. Ces philosophies politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle formulent une espérance qui se concrétisera dans une suite d'événements historiques : les révolutions américaine, française, russe. Deux systèmes en sont indéniablement à l'origine. Le système de Hegel et

le système de Marx. Notre quatrième partie examinera ces philosophies de l'histoire et ce principe d'espérance cher à Ernst Bloch. Comment le temps peut-il nous amener vers une fin de l'histoire et vers quel type de société allons-nous ? Hegel verra dans la Révolution française l'achèvement de l'histoire humaine dans un État de droit. Idée étrange ? Marx, quant à lui, voit dans la fin de l'histoire la réalisation d'une société sans classes. Est-ce un idéal ? Une réalisation de ce type s'est-elle produite concrètement dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle ? Ne faut-il pas distinguer soigneusement la pensée de Marx et les interprétations hâtives de certains épigones ? Indéniablement le siècle dernier a été le siècle politique par excellence. « Tout était politique » pouvait-on même entendre. Dans un mouvement de balancier, cher à Bergson, nous pouvons dire que d'un extrême nous sommes passés à un autre. Les économistes nous montrent que certaines contraintes empêchent de rêver à une transformation totale du monde, les sociologues que les sociétés ont besoin de référence au sacré, les politologues que la politique est plus un jeu sur l'image et sur la mise en scène. Les philosophes en tant que maîtres penseurs sont même tenus de rendre des comptes sur certains événements barbares. L'horreur des camps d'extermination, les goulags, les délires abjects des khmers rouges sont le bilan sinistre du siècle passé.

La philosophie politique tire aujourd'hui le bilan de ces catastrophes. La thèse d'un changement radical de la société semble tombée en désuétude : pire, dans la révolution seraient contenus la barbarie et l'enfermement. Dès lors, la découverte des contraintes économiques laisse place à une logique de la réforme et à des revendications identi-

taires au sein d'une démocratie de marché. Autant de thèmes qu'il conviendra d'analyser dans notre cinquième partie. La pensée de référence est sans aucun doute celle d'Hannah Arendt. Ses analyses de la nature du politique, de la crise totalitaire ou de la condition de l'homme moderne restent les lectures indispensables à la compréhension du XX<sup>e</sup> siècle. Ce dernier est le cimetière de nos illusions. Siècle d'une violence inouïe, il nous renvoie à un gouffre béant : comment l'homme a-t-il pu faire autant de mal à ses semblables au nom de la politique ? Dès lors, comment la politique peut-elle encore prétendre à quelque chose ? Le phénomène totalitaire est indissociable de l'émergence très lente d'une démocratie qui cherche à justifier ses fondements. Sur cette naissance et cette nouvelle évidence de la démocratie les pensées cardinales sont nombreuses et il fallait bien en choisir une. Nous privilégierons celle de Marcel Gauchet. En réfléchissant sur le désenchantement du monde et sur le lien entre la religion et la politique, il nous livre un point de vue totalement original. Comment, en définitive, l'idée démocratique va-t-elle faire lentement son chemin en égalisant les conditions et en oubliant la référence à une transcendance ? Alexis de Tocqueville avait déjà compris ce mécanisme étrange en examinant la démocratie américaine. L'égalité des conditions modifie les mœurs et les sociétés aristocratiques ne fonctionnent pas comme la jeune démocratie qui va donner au monde un modèle se distinguant de la république tout en gardant avec elle certains points communs. C'est donc à l'intérieur des paradoxes de la démocratie que se situe aujourd'hui la réflexion philosophique. Comment un modèle de gouver-

nement peut-il devenir aussi indiscutable ? Sans ennemis à combattre n'assistons-nous pas à un désenchantement du politique ? Ou à une redéfinition de celui-ci ?

Sur cette double question les travaux plus contemporains de Myriam Revault d'Allonnes et d'Alain Renaut sur l'autorité nous serviront de boussole. La philosophie politique n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui. Elle connaît un regain d'intérêt alors qu'on la croyait dépassée par les sciences humaines (sociologie, sciences politiques par exemple). Elle livre une réflexion sur les mécanismes du pouvoir et sur un siècle qui se trouve dominé par l'image. Les travaux de Régis Debray sur l'État séducteur, de Jean-Jacques Wunenburger sur les imaginaires du politique ou de Michel Maffesoli sur l'émotion en politique nous permettront de conclure sur une inquiétude : la politique ne devient-elle pas un objet de consommation ou un objet publicitaire aussi banal que tous les autres ?